

**ROYAUME DU MAROC**  
**Nador West Med**



**APPEL D'OFFRES OUVERT SUR OFFRES DE PRIX**

**N°NWM/DG/03/2019**

**ÉTABLISSEMENT DES PLANS ET ETATS PARCELLAIRES  
COMPLEMENTAIRES DE LA ZONE FRANCHE DE BETOYA  
PAR LEVE AU SOL**

**CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES**

**Mai 2019**

## MARCHE

### Entre

La société	:	Nador West Med.
Forme juridique	:	SA à Conseil d'Administration
Adresse ou siège social	:	Zone Franche de Betoya, CR Iaazanene, Province de Nador
Registre du Commerce	:	9387
Représentée par	:	M. Mohamed Jamal BENJELLOUN
Agissant en qualité de	:	Directeur Général.

Ci-après désignée par le Maître de l'Ouvrage

**D'une part,**

### ET

Monsieur :  
Qualité :  
Agissant au nom :  
Statut de la Société :  
Capital de la Société :  
Domicile élu :  
Inscrit au registre de commerce de :  
Sous le numéro :  
Affilé à la C.N.S.S. sous le n° :  
Patente N° :  
Titulaire du compte bancaire n° :  
Domiciliation du compte bancaire

Ci-après désignée par le titulaire

**D'autre part.**

**Il a été convenu ce qui suit :**

## ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ

Le présent CPS a pour objet l'établissement des plans et états parcellaires complémentaires de la zone franche de Bétoya par levé au sol (province de Nador commune rurale laazanene et province Driouch commune Amejjaou), telle qu'elle a été re-délimitée par le décret n° 2.19.109 du 6 mars 2019, modifiant et complétant le décret n°2.09.684 du 17 Mars 2010 portant création de la zone franche d'exportation de Bétoya.

Ces prestations comprennent la reconnaissance des limites et de la consistance de la zone franche d'exportation de Bétoya, leur matérialisation par des bornes visibles côté terre, l'exécution des levés topographiques (polygonation, calculs, report sur mappe, établissement des plans et états parcellaires de la partie terrestre de la zone des travaux objet du présent CPS.

Les prestations du présent CPS comprennent également la réalisation des enquêtes parcellaires et traitement des réclamations.

## ARTICLE 2 – CONSISTANCE DES PRESTATIONS

La zone d'étude (soit environ 660 ha) est délimitée par les coordonnées suivantes :

N°	X	Y
B14	702322,82	515648,80
B15	703718,24	512549,77
B16	700929,99	512276,18
B17	700908,20	514679,11
B18	700435,04	515112,07



Dans le cadre de cette étude, le titulaire procédera à :

- La reconnaissance des limites de la zone franche et la matérialisation par des bornes visibles ;

- ✓ Reconnaissance et bornage de la zone franche d'exportation côté terre, tout en assurant la visibilité des bornes et le changement des courbes.
- L'enquête parcellaire auprès des services des cadastres et des conservations foncières et de tout organisme concerné par la zone d'étude ;
  - ✓ Réalisation d'une enquête foncière auprès des services cadastres et des conservations foncières pour la consultation des mappes castrales, des plans cadastraux et calculs de contenance des titres fonciers et réquisitions se trouvant dans la limite de l'emprise de la zone d'étude,
  - ✓ Réalisation d'une enquête parcellaire auprès des services compétents, pour déterminer l'emprise de tous les réseaux, oueds et voies de communication concernées par l'emprise de la zone d'étude,
  - ✓ Acquisition de tous les certificats de propriété des titres fonciers et réquisitions auprès des services concernés.
- Reconnaissance et établissement des états et plans parcellaires au 1/1000 de la zone d'étude :
  - ✓ Reconnaissance parcellaire sur le terrain destiné à effectuer la délimitation des parcelles, le recensement des droits de surfaces et l'établissement des états parcellaires y afférents ;
  - ✓ Exécution d'un plan parcellaire, par un levé direct au sol, au 1/1000 ou éventuellement au 1/500 pour les zones de micro parcelles ou de forte densité d'agglomérations et calcul des contenances ;
  - ✓ Etablissement des fiches d'enquête notamment pour les domaines privés des particuliers (voir modèle annexe III). Ces fiches peuvent être sujettes à des modifications de la part du Maître de l'ouvrage (M.O) sans que le titulaire puisse élever aucune réclamation. Le prix correspondant à ces fiches est réputé compris.
- le traitement des réclamations
  - ✓ le traitement des réclamations inscrites dans les registres d'observations objet de la publication du projet de décret provisoire, ce traitement est obligatoire et réputé couvert par les prix du bordereau objet de l'article 24.

Si la vérification fait apparaître des erreurs, des omissions, écarts hors tolérance ou une exécution non conforme aux spécifications sus citées ou aux règles de l'art, les documents défectueux devront être rectifiés aux frais du titulaire et dans le délai contractuel de sa mission.

### **ARTICLE 3 – MOYENS HUMAINS ET MATERIEL DU TITULAIRE**

Le titulaire devra disposer de moyens humains qualifiés et suffisants lui permettant le respect du délai du présent CPS. Le chef de projet devra obligatoirement avoir un niveau Ingénieur Topographe, disposant d'une expérience suffisante dans le domaine.

Le Titulaire devra disposer de tout le matériel nécessaire à la réalisation des prestations objet du présent marché.

Les logiciels utilisés ne devront impliquer aucune dérogation aux normes et règlements en vigueur. Il pourra être demandé au Titulaire de présenter les outils informatiques utilisés si le Maître d'Ouvrage le juge nécessaire.

## **ARTICLE 4 - ELEMENTS A FOURNIR PAR LE MAITRE DE L'OUVRAGE**

Le Maître d'Ouvrage remettra au titulaire tout document ou renseignement en sa possession susceptible de faciliter l'élaboration de l'étude objet du présent marché.

Il appartient au titulaire d'acquérir tous les documents nécessaires à la bonne exécution de l'étude.

## **ARTICLE 5 - DOCUMENTS DE BASE**

Le titulaire réalisera les prestations qui sont demandées sur la base des documents suivants :

- a) Triangulation LAMBERT,
- b) Nivellement général du Maroc,
- c) Nomenclature des biens superficiels et nature du sol.

## **ARTICLE 6 – MODE D'EXECUTION DE L'ETUDE**

### **6-1 - PLANS PARCELLAIRES :**

#### **1) Report**

Le report sera réalisé sur un support stable, il devra y figurer le tracé des limites des parcelles levées sur le terrain et reportées par leurs coordonnées selon les normes du cadastre à l'échelle du **1/2000** ou éventuellement une échelle plus grande (**1/1000**) pour les zones à forte densité et les zones d'habitation.

#### **2) Dessin**

Exécution sur support stable transparent polyester suivant un découpage en feuilles proposé par le titulaire et approuvé par le Maître d'Ouvrage (M.O).

#### **3) Matérialisation de la limite de la zone franche :**

La limite de la zone franche sera matérialisée aux endroits caractéristiques par 30 bornes en béton, suffisamment ancrées et dont les spécifications techniques et les dimensions sont au minimum :

- base (sous forme de carré) : 1m x 1m
- partie supérieure (sous forme de cylindre) : hauteur 1,20 m et diamètre 50 cm..

Les descriptions et les spécifications techniques du matériel informatique objet du présent appel d'offres sont au minimum

La répartition de ces bornes sur plan devra être soumise à l'approbation du Maître d'Ouvrage avant l'opération de bornage.

Chaque borne doit être déterminée en planimétrie (X, Y) avec une précision de l'ordre de  $\pm 15$ cm. Un tableau récapitulatif sera établi pour l'ensemble de ces bornes.

### **6-2 - EXECUTION DES ETATS PARCELLAIRES**

#### **1) Reconnaissance parcellaire**

Avant tout démarrage de la reconnaissance parcellaire, le titulaire doit en concertation avec les services du Cadastre ; inventorier, récupérer et reporter tous les titres fonciers et toutes les réquisitions existantes dans les zones concernées par cette étude. Il doit également contacter les services des Habous, du domaine collectif communal, des eaux et forêts, du domaine privé de l'Etat, du domaine public et ce, pour acquérir les délimitations de leurs terrains qui sont concernés par le projet, et porter leurs numéros d'enregistrement sur les documents parcellaires.

Pour les propriétés privées des personnes physiques ou morales, la reconnaissance parcellaire devra obligatoirement avoir lieu sur le terrain en présence des représentants des Autorités Locales et des propriétaires et titulaires de droits de superficie s'il en existe. Elle donnera lieu à l'établissement d'une fiche unique de reconnaissance par parcelle englobant tous les biens se trouvant à l'intérieur de celle-ci, portant les signatures de l'enquêteur, propriétaire ou ayant droit et du représentant des Autorités Locales.

Cette fiche devra être conforme au modèle joint en annexe III et renfermer toutes les observations et oppositions éventuelles.

En cas de désaccord dans l'interprétation de la nomenclature des biens superficiels entre les enquêteurs et les propriétaires ou ayants droits, les enquêteurs doivent compléter les fiches en question par des photos renseignées et datées des biens ou parties des biens litigieux.

On entend par parcelle, tout terrain bâti ou non bâti d'un seul tenant, immatriculé ou non, appartenant à un seul propriétaire sans terrain contigu appartenant au même, et pouvant comporter à l'intérieur des limites matérielles fixes (haies, fossés, carreaux) et supporter des cultures et plantations diverses.

On entend par propriétaire ou titulaire de droit :

- soit une seule personne physique ;
- soit plusieurs personnes physiques ;
- Soit une personne morale (domaine privé de l'Etat, collectif, guich, habous, société, association).

La fiche de reconnaissance devra faire apparaître pour les terrains :

- a) L'identification complète du propriétaire et du titulaire de droit de superficies (s'il existe) : nom et prénom, numéro de la carte d'identité nationale et son adresse complète (douar, commune, cercle, province). Pour les personnes morales indiquer la dénomination, l'adresse du siège, l'adresse du représentant local ; la mention "et consorts" est à proscrire en définissant la nature et la liste de ces consorts : héritiers ; copropriétaires...
- b) Le numéro de parcelle à enquêter, la superficie totale exacte, la nature du sol (argileux, sablonneux, tirs...), terrain irrigué, bour, parcours et inculte, le numéro de repérage sur le plan, le numéro du titre foncier ou de la réquisition (si immatriculée ou en cours d'immatriculation) ;
- c) Les pièces justificatives, s'il en existe, de la propriété et de droits de surfaces ;
- d) La nature et le nombre ou la superficie des cultures (cultures en sec, cultures irriguées, vignes, agrumes, oliviers....) ;
- e) Les plantations :
  - ✓ Les arbres fruitiers : leur nombre par essence et âge à savoir :
    - Jeunes : arbres non productifs
    - Moyennes : arbres de production moyenne
    - Adultes : arbres en pleine production
  - ✓ Les arbres sauvages : Leur nombre par essence et âge à savoir : Jeunes, moyennes et adultes. Les jeunes poussés et rejets ne seront pas mentionnés
- f) Les équipements en place (puits, réservoirs, réseau d'irrigation,...) avec leur dimension.
- g) Les constructions (se référer à la nomenclature jointe en annexe VI) donneront lieu à la collecte des renseignements ci-dessous :

- La surface au sol de la construction en 2 classes : Couverte et / ou non couverte.
- La nature de la construction (pisé, moellon, béton armé, etc.)
- La nature de l'utilisation (habitation secondaire, habitation principale, bergerie, écurie, etc.)
- La qualité de l'utilisateur : propriétaire, locataire et à défaut, occupant,
- L'identité de l'utilisateur : l'identité du ou des chefs de famille utilisant le local

L'enquêteur doit s'assurer à la fin de l'enquête d'une parcelle donnée que le total des biens répartis entre différents bénéficiaires correspond réellement à la contenance globale de cette parcelle.

Au fur et à mesure de la reconnaissance parcellaire, le titulaire doit établir les fiches parcellaires (une fiche par parcelle) sur lesquelles sont reportés la date de l'enquête, les droits des intéressés (bénéficiaire de droit de superficie, propriétaire ou présumé propriétaire) selon modèle de l'annexe III. Ces fiches seront signées conjointement par l'autorité locale, le titulaire, les propriétaires ou ayants droits et seront remises immédiatement et au fur et à mesure au Maître d'Ouvrage (M.O). Le titulaire ne gardera que les copies conformes qui seront remises au Maître d'Ouvrage (M.O) en trois exemplaires à la fin de l'enquête.

## 2) Plans

Il sera établi les plans suivants :

- a- Un plan parcellaire individuel au **1/500** pour chaque parcelle de terrain qui devra faire apparaître le numéro de la parcelle, la superficie, les coordonnées, l'identification complète du propriétaire, les constructions, les plantes,...
- b- Un plan parcellaire au **1/2000** qui fera apparaître le découpage parcellaire en trait plein avec indication des numéros attribués aux parcelles y compris les parcelles bâties dont la représentation correspondante devra figurer en hachure, mentionnant les noms des douars, avec indication des numéros des titres fonciers. Aucune mention des plantations et des cultures ni des lieux-dits ne sera portée sur les plans. Il sera de même pour le découpage interne pouvant exister à l'intérieur d'une parcelle en raison de la diversité des plantations et des cultures, les superficies respectives et la consistance de ces dernières apparaissant seulement sur les fiches parcellaires, seul le numéro figurera à l'intérieur de la parcelle.

Pour les zones de micro parcelles ou de forte densité d'agglomérations, le levé direct au sol doit être effectué et représenté au **1/1000**.

Les plans seront quadrillés suivant la projection Lambert au format 60x90 cm. Les feuilles seront numérotées par ordre croissant ; elles comporteront une cartouche d'un modèle qui sera fourni par le Maître d'Ouvrage (M.O) avec tableau d'assemblage et intervalle des numéros de parcelles sur chaque plan.

La limite des terrains expropriés sera matérialisée par un liseré rouge. La présentation graphique fera usage des signes conventionnels utilisés par le Service Topographique.

Les cimetières et les mosquées seront affectés d'un numéro de parcelle et d'un numéro de compte. Leur emplacement sera également reporté sur le plan suivant les signes conventionnels usuels.

Les limites des parcelles exploitées par des ayants droits des terrains appartenant aux personnes morales (domaine privé de l'Etat, habous, guich, collectif, société et association) doivent être établies sur plan séparé au **1/2000** ou une échelle plus grande s'il s'agit de micro-parcelles.

- c- Un plan d'ensemble au 1/5000 obtenu par réduction d'échelle et assemblage des feuilles avec indication des bornes numérotées matérialisant la limite de la zone d'étude.

### **3) Etablissement des états parcellaires et calcul des contenances :**

Toutes les données brutes de l'enquête doivent être saisies, traitées et éditées par micro-ordinateur en langue arabe. Toutefois et afin de faciliter l'opération de saisie, le titulaire doit affecter un numéro de compte pour toute parcelle ou groupe de parcelles appartenant à un même propriétaire.

Aussi, le titulaire mettra à la disposition du Maître d'Ouvrage (M.O) dans le cadre de l'exécution du marché, un technicien confirmé et le matériel informatique nécessaire pour l'exécution de cette tâche.

Les données saisies et traitées sur micro-ordinateur doivent être vérifiées et contrôlées par le titulaire de façon à assurer leur conformité avec les documents de l'enquête parcellaire. Vu le caractère particulier de ces travaux, Les contenances des parcelles doivent être déterminées avec précision.

### **4) Traitement des réclamations**

Le traitement des réclamations inscrites dans le registre d'observations issues de l'enquête publique, fera l'objet d'un P.V précisant le numéro de la parcelle, le nom du bénéficiaire, le numéro et l'objet de la réclamation correspondante dans le registre d'observations, ainsi que le résultat du traitement. Le P.V doit être dûment signé en contradictoire par l'exproprié, le titulaire et le représentant de l'Autorité Locale.

## **Article 7 - DEROULEMENT DE L'ETUDE**

Dans le cadre de cette étude le titulaire devra tenir la société constamment au courant de l'état d'avancement de l'étude. Il doit particulièrement et sans que cela ne limite ses responsabilités :

- Lui présenter au fur et à mesure de l'élaboration, les résultats partiels de ses études ;
- Affecter à l'exécution de l'étude les moyens humains et matériels nécessaires ;
- Faire assister aux réunions tous les membres de l'équipe affectée au projet et particulièrement le chef de projet.

Tous les documents qui sont fournis par le titulaire, doivent être obligatoirement rédigés en langue française.

Les plans, rapports, notes, documents et pièces, doivent utiliser exclusivement le système métrique (mks) et les unités qui s'y rattachent.

En outre, le titulaire doit répondre à toute convocation de la société pour assister aux réunions.

## **ARTICLE 8 - PRESCRIPTIONS GENERALES**

Préalablement à l'étude, le titulaire sollicitera des services intéressés par les prestations objet du présent marché (Autorités Locales ou Provinciales concernées, Service du Cadastre, etc.) leurs directives et instructions, qu'il communiquera en temps opportun au Maître d'ouvrage.

Le titulaire devra se procurer par ses propres moyens toutes les données nécessaires relatives à la zone à délimiter.

## **ARTICLE 9 : RELATION TITULAIRE /MAITRE D'OUVRAGE**

Dans l'accomplissement des missions qui lui sont confiées, le titulaire ne sera en aucune façon autorisé à se substituer à la société, dans ses relations avec les tiers ou dans le fonctionnement de ses services.

Le titulaire se bornera à donner des conseils, qu'il appartiendra à la société de transformer à sa convenance, en décision ou en ordre d'exécution.

## **ARTICLE 10 : DOCUMENTS A REMETTRE PAR LE TITULAIRE**

Les documents que le Titulaire devra établir et remettre au Maître d'Ouvrage sont indiqués ci-après :

### **a) Documents parcellaires par type de domaines définis à l'article 2**

- 1- Un plan d'ensemble au **1/2000** sur support stable transparent portant assemblage, le découpage administratif et faisant apparaître avec leurs numéros, les différentes feuilles ainsi que les détails planimétriques importants (routes, pistes, oueds, douars périphériques) et les points matérialisant la limite de la zone d'expropriation ; il devra également porter la date d'édition du plan et le nom du titulaire du marché. ce plan sera fourni en vingt (20) exemplaires sur tirages (sur papier blanche qualité) avec liseré rouge indiquant la limite de la zone des expropriations ;
- 2- Les plans parcellaires au 1/1000 et éventuellement les plans aux 1/500 en vingt (20) exemplaires sur tirages (sur papier blanche qualité) plié avec liseré rouge indiquant la limite de la zone des expropriations.
- 3- Les plans individuels de toutes les parcelles au 1/500 en sept (7) exemplaires sur tirages indiquant le numéro de la parcelle, la superficie, les coordonnées, l'identification complète du propriétaire, les constructions, les plantes,...
- 4- Toutes les fiches de reconnaissances parcellaires (originales) plus trois copies certifiées conformes regroupées sous formes de livrets.
- 5- Les états parcellaires par propriétaires, par parcelles, et par ayant droits pour l'ensemble de la zone d'étude en trois (3) exemplaires
- 6- Liste récapitulative des plantations recensées et leur nombre / nature / essence.
- 7- Liste récapitulative des bâtis et leur superficie / nature.
- 8- Liste des terrains et leurs superficies par nature et par tranches à définir.
- 9- Les plans parcellaires (fichiers dessins) sous forme de données numériques (Format de fichiers DXF ou DWG) sur clé U.S.B et les disquettes de saisie des données relatives à l'enquête parcellaire.
- 10- Les certificats fonciers des titres et réquisitions existants dans la zone d'expropriation (essentiellement pour les propriétés privées) concernée par ce l'étude ainsi que les plans cadastraux et les calculs de contenances y afférents

## **ARTICLE 11 : PRECISION DES DOCUMENTS.**

Les documents topographiques produits en exécution des stipulations de l'article 2, devront satisfaire les exigences des précisions du Service du Cadastre. Le titulaire reprendra tout document sur lequel ledit service aura fait ses observations.

## **ARTICLE 12 - DOCUMENTS CONTRACTUELS**

Les documents constitutifs du marché sont ceux énumérés ci-après :

1. L'acte d'engagement ;
2. Le cahier des prescriptions spéciales ;
3. Le bordereau des prix-Détail estimatif ;
4. Les CPC applicables aux travaux topographiques dépendant de l'ACFCC ou soumis à sa vérification (fascicules i, ii, iii, iv)

5. Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de services portant sur les prestations d'études et de maîtrise d'œuvre

En cas de contradiction ou de différence entre les documents constitutifs du marché, ceux-ci prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés ci-dessus.

### **ARTICLE 13 – DELAIS D'EXECUTION, PENALITES POUR RETARD**

Le délai d'exécution global du présent marché est fixé à **quatre (4) mois**.

Les délais partiels d'exécution des études relatifs aux phases ou parties sont fixés comme suit :

1. A part le traitement des réclamations objet de l'enquête administrative, le délai de réalisation des études est fixé à **trois (3) mois**. Il prendra effet à compter du lendemain du jour de la notification de l'ordre de service prescrivant le commencement de l'étude.
2. Pour le traitement des réclamations, le délai est fixé à **un (1) mois**, Il prendra effet à compter du lendemain du jour de la notification de l'ordre de service établi à cet effet.

En cas de retard imputable au titulaire sur le délai précité, il lui sera appliqué une pénalité égale au millième (1/1000) du montant du marché par jour calendaire de retard plafonné à 10% du montant total du marché.

Lorsque le plafond des pénalités est atteint, la société Nador West Med est en droit de résilier le marché après mise en demeure préalable et sans préjudice de l'application des mesures coercitives conformément aux dispositions de l'article 52 du CCAG-EMO.

### **ARTICLE 14 – DEFINITION DES PRIX**

**PRIX N°1** : Implantation des bornes ;

Ce prix règle à l'unité l'implantation des bornes matérialisant les limites de la zone franche de Bétoya. Ce prix comprend la confection des bornes cadastrales et leurs massifs d'ancrage conformément aux dispositions de l'article 2 du présent CPS. Ce prix comprend également toutes les sujétions de fourniture, transport des matériaux et matériels nécessaires pour la confection des bornes dans les règles de l'art.

**PRIX N°2** : Etablissement des états et plans parcellaires de la zone d'étude à des échelles appropriées. Ce prix règle au forfait l'établissement des états et plans parcellaires à des échelles appropriés, de la zone d'étude, conformément aux dispositions de l'article 2 du présent Cahier des Prescriptions Spéciales, y compris toutes sujétions.

**PRIX N°3** : Traitement des réclamations

Ce prix règle le traitement des réclamations inscrites dans le registre d'observations à l'enquête publique, conformément aux dispositions de l'article 2 y compris toutes sujétions.

### **ARTICLE 15 – BASES DE REGLEMENT**

Les prix du présent marché sont tous hors taxes et réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations prévues dans ce marché y compris frais de déplacement, de séjour, frais généraux, impôts (sauf la TVA, le maître d'ouvrage en étant exonéré) et marge bénéficiaire, ils englobent également toutes les dispositions prévues par cette convention.

### **ARTICLE 16 – REVISION DES PRIX**

Les prix sont fermes et non révisables.

### **ARTICLE 17 – REGLEMENT DE L'ETUDE**

Le règlement des prestations de l'étude sera effectué comme suit :

- 100% du montant des prix n°1 après achèvement de l'opération de délimitation et bornage et remise du dossier topographique demandé et son acceptation par le Maître de l'Ouvrage ;
- 70 % du montant du prix n° 2 après la remise du dossier parcellaire complet demandé et son acceptation par le maître de l'ouvrage ;
- 30 % du montant des prix n° 2 et de 100% du prix n°3 à la réception du dossier parcellaire complet rectifié après le traitement des réclamations.

Le paiement sera effectué au plus tard dans les 60 jours qui suivent la date d'approbation de la facture par le maître d'ouvrage.

#### **ARTICLE 18 – DOMICILIATION DE PAIEMENT**

Le maître d'ouvrage se libérera des sommes dues par lui en faisant donner crédit au nom du titulaire au compte bancaire dont le numéro est celui qui figure dans les factures.

#### **ARTICLE 19 - CAUTIONNEMENT**

Le cautionnement provisoire est fixé à dix mille Dirhams (10 000,00 DHS).

Le cautionnement définitif est fixé à 3% (trois pour cent) du montant initial du marché. Il doit être constitué dans les trente (30) jours qui suivent la notification de l'approbation du marché.

#### **ARTICLE 20 - RETENUE DE GARANTIE**

Par dérogation à l'article 13 du CCAG-EMO, il ne sera pas appliqué de retenue de garantie.

#### **ARTICLE 21 - ARRET DE L'ETUDE**

Le Maître d'ouvrage se réserve le droit d'arrêter l'exécution de l'étude après l'expiration de 4 mois, et ce conformément aux dispositions des articles 27 à 33 et 52 du CCAG-EMO.

#### **ARTICLE 22 – REGLEMENT DES LITIGES**

Si, en cours d'exécution du marché, des désaccords surgissent avec le titulaire, les parties s'engagent à régler ceux-ci dans le cadre des stipulations des articles 52 à 55 du CCAG-EMO.

Les litiges éventuels entre le maître d'ouvrage et le prestataire sont soumis aux tribunaux compétents.

#### **ARTICLE 23 : RESILIATION DU MARCHE**

Le présent marché pourra être résilié de plein droit par l'autorité compétente en application de l'article 33 du CCAG-EMO.

#### **ARTICLE 24 – CONNAISSANCE DES LIEUX**

Le titulaire est censé avoir pris connaissance des lieux des travaux objet du marché. Il ne pourra en aucun cas formuler des réclamations fondées sur une connaissance insuffisante des lieux et des conditions locales d'exécution des prestations.

#### **ARTICLE 25 – ASSURANCES ET RESPONSABILITE**

Le prestataire doit adresser au maître d'ouvrage, avant tout commencement des études, les attestations des polices d'assurance qu'il doit souscrire et qui doivent couvrir les risques inhérents à l'exécution du marché et ce, conformément aux dispositions de l'article 20 du CCAG-EMO, tel qu'il a été modifié et complété.

## **ARTICLE 26 – OBLIGATIONS ET RESPONSABILITE DU PRESTATAIRE**

Le titulaire s'engage à conduire les prestations objet du présent marché en étroite collaboration avec les services du maître d'ouvrage, il doit veiller au respect des lois, règlements en vigueur au Maroc et s'engage à exécuter les prestations dans les Règles de l'Art et selon les normes et standards professionnels.

Le titulaire prend la responsabilité de ses prestations, conformément aux usages et coutumes en matière de conseil, et aux dispositions de la loi et de la jurisprudence, ainsi que les conséquences dommageables qui pourraient résulter du fait de l'exécution des dites prestations.

Le titulaire ne pourra confier une partie de sa mission à une tierce personne morale ou physique sans autorisation préalable du maître d'ouvrage.

## **ARTICLE 27 – RECEPTION PROVISOIRE ET DEFINITIVE**

La réception provisoire sera prononcée après la réception des dossiers suivant le contenu précisé à l'article 10 du présent CPS.

La réception définitive sera prononcée dès l'approbation des résultats des prestations prévues dans le présent marché.

## **ARTICLE 28 – REMISE DES DOCUMENTS A DES TIERS**

Tout document, information et renseignement obtenus dans le cadre du présent marché, demeurent la propriété de la Société Nador West Med.

Aucun des documents provisoires ou définitifs constitutifs du présent marché ou qu'ils rentrent dans le cadre des prestations du présent marché ne pourra être livré à des tiers sans autorisation au préalable donnée par écrit par le Maître d'Ouvrage.

## **ARTICLE 29 – SECRET PROFESSIONNELLE**

Le personnel du titulaire du marché sera soumis pour tout ce qui concerne son activité découlant du présent marché au secret professionnel dans les mêmes conditions que les agents du Maître d'Ouvrage.

## **ARTICLE 30 – DOMICILE DU TITULAIRE DU MARCHE**

A défaut par le titulaire d'avoir rempli les obligations qui lui sont imposées par les documents contractuels, toutes les notifications lui seront valablement faites à l'adresse indiquée au présent marché.

## **ARTICLE 31 – RETENUE A LA SOURCE APPLICABLE AUX TITULAIRES ETRANGERS NON RESIDENTS AU MAROC**

Une retenue à la source au titre de l'impôt sur les sociétés ou de l'impôt sur le revenu, le cas échéant, fixée au taux de dix pour cent (10 %), sera prélevée sur le montant hors taxe sur la valeur ajoutée des études réalisées au Maroc dans le cadre du présent marché.

## **ARTICLE 32 – SOUS-TRAITANCE**

Toute sous-traitance ne peut avoir lieu qu'en application stricte des dispositions de l'article 158 du décret n° 2-12-349 du 20 mars 2013 relatif aux marchés publics.

### **ARTICLE 33 – VALIDITE DU MARCHE**

Ce marché ne sera valable et exécutoire qu'après sa signature par les deux parties contractantes.

**LU ET ACCEPTE PAR :**  
(Le prestataire)

**LE MAITRE D'OUVRAGE :**